

Le Courrier du Mémorial



Bulletin de Liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle

N° 21 / Mars 2013

SOMMAIRE

- 1 | Éditorial
- 2-3 | Les rendez-vous de l'AMAM
- 4-5 | Le Rallye de l'AMAM 2012
- 6 | Le Mémorial à la télévision japonaise
- 6 | La Rencontres des Mémoires
- 7 | À lire
- 8-9 | La page du Mémorial
- 10-11 | Avec Jacques Stoskopf et le Réseau Alliance
- 12-13 | La résistance à Saint-Maurice sur Moselle
- 14-15 | Sort des malades mentaux dans le reich hitlérien
- 16-19 | Dossier : Malgré-nous en terre normande
- 20 | Morceaux choisis de Raymond Frugier
- I-IV | Fiche pédagogique : Malgré-nous en terre normande

RALLYE 2013

Le 5 mai

Départ de Rhinau à 9h

Deux humanistes en quête de réconciliation

« L'histoire est essentielle pour pacifier les conflits de mémoire. »

Laurent Wirth, doyen honoraire de l'Inspection Générale d'Histoire-Géographie

Soixante-dix ans après les faits, l'Alsace et le Limousin s'embrasent à nouveau à propos du massacre d'Oradour-sur-Glane. Le procès Hébras en est le prétexte (voir *Courrier du Mémorial* n°16). D'une mer d'incompréhension surgissent une fois de plus des déferlantes de haine. Ainsi, un éminent docteur en histoire, professeur en khâgne à Limoges affirme dans *Le Monde* du 19 février dernier : « Les soldats français qui ont fait la guerre l'Algérie étaient aussi des Malgré-nous ». En le lisant, j'ai été anéanti par mes carences en histoire ! J'ignorais totalement que les jeunes Français, pourtant de ma génération, étaient victimes d'un crime de guerre ; qu'ils étaient contraints de revêtir un uniforme qui n'était pas le leur, qu'ils étaient obligés de prêter serment à un dictateur étranger qui avait annexé brutalement leur pays. Je ne savais pas qu'en cas de refus ou de désertion, leur famille toute entière était déportée dans des camps de concentration d'où très peu sont revenus... Rétrospectivement je me sens honteux quand je pense aux professeurs de classes préparatoires que je devais évaluer alors que moi-même j'avais des lacunes abyssales en histoire contemporaine !

Mais l'Alsace aussi a ses irréductibles, hélas. D'aucuns reprennent le scénario avancé au lendemain du drame par la propagande nazie soucieuse de se disculper. Les femmes et les enfants ont été enfermés dans l'église pour être protégés (sic), et s'ils ont péri dans l'incendie, c'est à la suite de l'explosion d'un stock de munitions caché dans le clocher par les maquisards. J'avoue que je ne savais pas non plus que les SS avaient comme habitude de protéger les populations civiles en les enfermant dans des lieux saints, scénario pourtant répété à des centaines de fois, notamment par des SS de la division *Das Reich* en Europe orientale. À croire que les partisans russes, ukrainiens, polonais eux aussi cachaient des stocks de munitions dans les clochers.

Il est cependant rassurant qu'au milieu de ce tumulte, des voix s'élèvent pour exiger un peu de décence, un souci d'authenticité, une once d'honnêteté. J'ai rencontré récemment deux hommes exceptionnels, deux humanistes soucieux de paix et de réconciliation. Raymond Frugier, maire d'Oradour, a été des nôtres à l'occasion de la Rencontre des Mémoires en novembre 2012 ; depuis deux décennies, il s'épuise à vouloir mettre fin à cet affrontement franco-français. Lors d'un débat avec le maire de Strasbourg, Roland Ries, les deux élus évoquaient avec tact et intelligence les démarches entreprises pour réconcilier l'Alsace et le Limousin, un moment de vérité émouvant pour l'assistance. Nous reprenons page 20 l'argumentation du maire de la commune martyre. Homme de paix, lui aussi, Jean Bézard est un enseignant normand retraité. Enfant, il a côtoyé au moment du débarquement les soldats allemands, les Alliés et les Malgré-nous dont il a compris la détresse et le drame intérieur. Aujourd'hui, il a créé la SNIFAM, une association où se retrouvent ceux qui, au péril de leur vie, ont aidé l'évasion des incorporés de force et témoignent avec empathie et sérénité de leur drame. Nous leur consacrons le dossier de ce numéro du *Courrier du Mémorial*, ainsi que les fiches pédagogiques (pp. 16 à 19 et I à IV).

« *Témoin contre témoin, historien contre historien, souffrance contre souffrance, la querelle dure depuis soixante-dix ans* » (J. Christophe Dupuy, *Le Monde* du 19 février 2013). Une partie de ce malentendu ne provient-il pas de la confusion entre mémoire et histoire ? Il faudrait avoir présent à l'esprit que l'historien utilise la mémoire comme matériau et donc que son travail diffère de celui des gardiens de la mémoire. Les deux ont pourtant intérêt à travailler ensemble comme le conçoit avec sagesse François Cochet : « *Le témoin est l'allié objectif de l'historien et il faut ménager tous les deux à la condition expresse d'avoir précisé leur rôle respectif : le témoin éclaire une période, l'historien l'explique* » ■

Marcel Spisser

Inspecteur pédagogique régional d'histoire-géographie honoraire.
19 février 2013

Les rendez-vous de l'AMAM

Treize cafés depuis
la rentrée de septembre !

- **21 septembre à Strasbourg**
Le patriciat strasbourgeois de 1789 à 1830, destins croisés et voix intimes
par Laure Hennequin-Leconte, professeure agrégée d'histoire.
- **2 octobre 2012 à Mulhouse**
Bilinguisme et religion à l'école en Alsace
par Jean-Marie Gillig, inspecteur de l'Éducation Nationale honoraire et docteur en sciences de l'éducation
- **13 octobre 2012 au CERD (Struthof)**
en partenariat avec le CERD (Centre Européen du Résistant Déporté) et l'Association « Espace et Dialogue »
Sport et nazisme en Alsace et ailleurs
par Doriane Gomet, professeure détachée à l'IFEPSA d'Angers et Alfred Wahl, professeur émérite à l'Université de Lorraine.
- **8 novembre 2012 à Strasbourg**
Comment transmettre la mémoire de la déportation ?
par Joachim Koenig, responsable pédagogique de la Fondation des Mémoires de Buchenwald et Dora
- **23 novembre 2012 à Mulhouse**
La fiction peut-elle s'emparer de l'histoire ?
par Michel Winter, professeur agrégé d'histoire à Nice, formateur IUFM, auteur du *Retable des ardents* (Le Verger, 2011)
- **27 novembre 2012 à Mulhouse**
Pierre Bockel l'aumônier de la liberté
par Daniel Froville, auteur d'une biographie de Pierre Bockel (La Nuée Bleue 2012)
- **30 novembre à Strasbourg**
Réfugiés alsaciens et mosellans en Dordogne, 1940-1945
Par Catherine et François Schunck, professeurs à Périgueux
- **14 décembre 2012 à Strasbourg**
« Nous resterons Français » : les familles déportées en camps spéciaux
par Hubert France, ancien déporté, représentant des PRO (Patriotes Résistants à l'Occupation) d'Alsace et de Moselle.
- **29 janvier 2013 à Mulhouse**
La reconversion sociale, industrielle et environnementale du Bassin Potassique
par René Giovanetti, ancien directeur du patrimoine des MDPA (Mines de Potasse d'Alsace).
- **5 février 2013 à Strasbourg**
Juifs en pays arabe : le grand déracinement 1850-1975
par Georges Bensoussan, responsable éditorial du Mémorial de la Shoah, Paris.
- **12 février 2013 à Strasbourg**
en partenariat avec la BNU (Bibliothèque Nationale et Universitaire) de Strasbourg
Histoire franco-allemande : de la capitulation de l'Allemagne nazie au Traité de l'Élysée 1945-1963, un après-guerre en Europe
par Corine Defrance, historienne au CNRS et professeure invitée à la Freie Universität de Berlin et Ulrich Pfeil, professeur à l'Université de Lorraine
- **5 mars 2013 à Mulhouse**
Les mémoires de la guerre d'Algérie en France et comment en sortir
par Yves Frey docteur en histoire, chercheur au CRESAT
- **19 mars 2013 à Strasbourg**
Témoigner de ces vies : des œuvres artistiques pour transmettre la mémoire de la shoah et du génocide tzigane
par Francine Mayran, psychiatre et artiste strasbourgeoise



L'intervention
d'Hubert France

Déporté à 16 ans

Seul un témoin lui-même victime peut à ce point passionner son auditoire ! En ce vendredi 14 décembre, alors que les lumières de la ville incitent aux réjouissances de Noël, le café d'histoire de Hubert France entraîne le public vers des horizons plus sinistres. Aujourd'hui représentant des PRO (Patriotes Résistants à l'Occupation) d'Alsace et de Moselle, Hubert France était en 1943 un garçon de seize ans déporté en Silésie dans le camp spécial de Striegau. Il faisait partie, avec ses parents, des ces hommes, femmes et enfants « politiquement peu sûrs pour vivre près des frontières car ils se sont manifestés comme ennemis du Grand Reich en refusant la citoyenneté allemande » mais toutefois « susceptibles de rééducation au nazisme puisque de sang allemand ». Dans ce camp, ils se retrouvent mélangés aux réfractaires, c'est-à-dire à des familles considérées comme complices dans des désertions (ou évasions) vers la France.

Avec authenticité et lucidité, parfois dominé par une forte émotion, Hubert France nous décrit la vie quotidienne dans ces camps spéciaux, qui certes ne sont pas les camps de la mort mais des lieux de privation de toute liberté, de travaux forcés, de promiscuité ; des lieux où l'on est soumis à des pressions obsédantes, des tentatives quotidiennes de germanisation, de nazification, d'incorporation. Résister demande courage et force de caractère, ce qui ne manque pourtant pas à ces Alsaciens-Mosellans de tous âges. Ils ont tenu. Un moment d'émotion qui restera dans les annales de nos cafés d'histoire. Merci Hubert. ■

Georges Bensoussan, succès garanti

C'est son troisième café d'histoire en Alsace. Historien et responsable éditorial au *Mémorial de la Shoah* (Paris), Georges Bensoussan fait toujours l'unanimité. Une bonne partie des participants au café connaissent ses publications antérieures :

Un nom impérissable ? Israël, le sionisme et la destruction des Juifs d'Europe (Seuil 2008)

Europe. Une passion génocidaire (Mille et une nuits 2006)

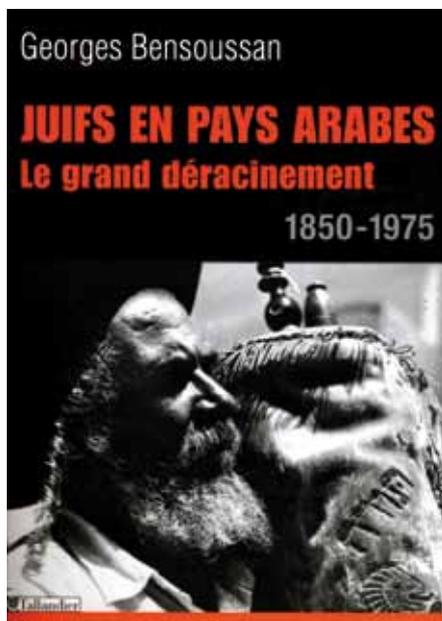
Une histoire intellectuelle et politique du sionisme (Fayard 2002)

Aujourd'hui, il présente *Juifs en pays arabes. Le grand déracinement 1850-1975* (Tallandier 2012) 966 pages.

L'histoire des communautés juives d'Afrique du nord et du Proche et Moyen-Orient, certaines vieilles de deux millénaires, a fait l'objet de lectures superficielles, parfois passionnelles.

Sous l'effet de l'occupation par les Européens, les Juifs d'Orient, majoritaire-

ment séfarades, ont accédé à une forme de modernité culturelle et parfois à un réel développement économique et se sont affranchis de l'ancestral statut de dhimmis. Bientôt le conflit autour de la Palestine et



la collusion de certains leaders arabes avec les pays de l'Axe ont fini de dissoudre les ultimes liens qu'une longue cohabitation avait jadis établis. Lorsque les puissances européennes durent lâcher prise, les Juifs furent contraints de partir et de former une autre diaspora, non sans avoir subi presque partout humiliations et spoliations, voire parfois violences et pogroms. Du Maroc à l'Égypte et de la Libye au Yémen sans oublier l'Irak et la Tunisie, des centaines de milliers d'habitants de pays arabo-musulmans se sont comme volatilisés en une génération à peine. En outre, ces minorités juives ont été éclipsées par la prédominance d'un judaïsme ashkénaze lui-même recouvert par l'ombre immense de la Shoah.

Cet épisode de l'histoire du peuple juif, lourd d'innombrables drames humains, est aujourd'hui largement oublié, voire occulté. À l'appui d'une documentation inédite considérable, Georges Bensoussan envisage ce phénomène dans toute son épaisseur. Son livre, appelé à faire date, sera pour tous ses lecteurs une découverte et même pour une partie d'entre eux un véritable choc. ■

ANNIVERSAIRE DU TRAITÉ DE L'ÉLYSÉE

Une affluence record pour le café de Corine Defrance et Ulrich Pfeil

« *Entre guerre froide et intégration européenne : reconstruction et rapprochement franco-allemand 1945-1963* » : le thème du café est également le titre du dernier livre des deux intervenants (volume 10 des *Relations franco-allemandes*, Presses universitaires du Septentrion, 2012). Le sujet intéresse les habitués des cafés, mais, organisé en partenariat avec la BNU (Bibliothèque Nationale et Universitaire de Strasbourg), il a également mobilisé les réseaux des amis de la Bibliothèque. Puis il faut ajouter la clarté, la nouveauté et le talent des deux intervenants pour faire de cette rencontre une belle réussite.

De 1945 à 1963, les relations franco-allemandes vivent une mutation fondamentale. En 1945, l'Allemagne vaincue, occupée, bientôt divisée doit regagner la confiance internationale ; le 22 janvier 1963, de Gaulle et Adenauer signent le Traité de l'Élysée. Ce traité d'amitié et de coopération franco-allemande a réuni deux voisins en Europe longtemps séparés par des guerres et la construction concomitante de l'image de l'autre comme « ennemi héréditaire ». Comment le rapprochement et la « réconciliation » ont-ils été possibles en un laps de temps si bref ? Les auteurs analysent les interactions entre la Guerre froide naissante, le processus de construction européenne et les relations bilatérales. Bien qu'elles aient été profondément asymétriques, l'étude

prend en compte les relations (au niveau officiel et non gouvernemental) de la France avec la RFA et la RDA dans l'optique d'une histoire franco-allemande intégrée. Par delà l'histoire « relationnelle » dans ses aspects diplomatiques et militaires, économiques et socio-culturels, les intervenants proposent une lecture comparée des évolutions des sociétés, en termes de convergences et de divergences. Car le rapprochement des cultures politiques, des économies et des modes de vie de ces deux voisins dans l'Europe de l'après-guerre a été aussi un puissant facteur de « réconciliation » bilatérale et d'intégration européenne. ■



Corine Defrance (au micro), Marcel Spisser et Albert Poirot, administrateur de la BNU

Le Rallye de l'AMAM 2012

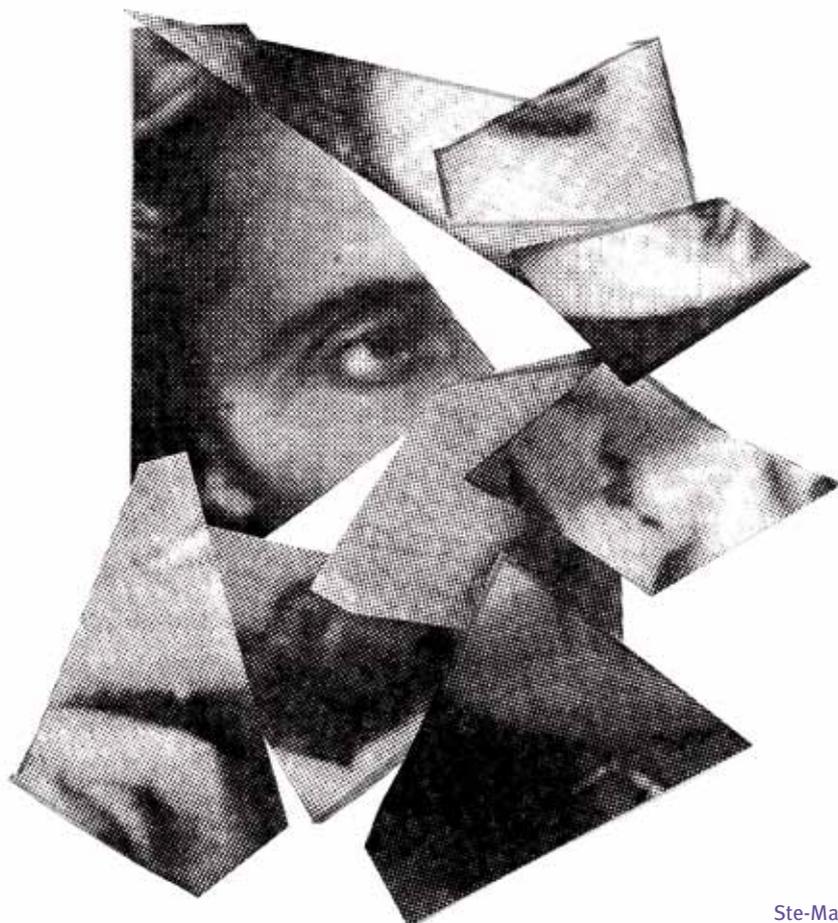
Code : Mado

Mais qui donc se cache derrière cette appellation ? Il ne fallut pas moins d'une journée d'audacieuses recherches et de fines enquêtes pour réunir les pièces d'un puzzle parcimonieusement distribuées à chaque étape... puis la recherche d'une tombe à Sainte-Marie-aux-Mines pour identifier la personne se cachant derrière le code : Laure Diebold-Mutschler. Bien que devenue l'une des six femmes Compagnon de la Libération, elle n'est pas très connue en Alsace et c'est bien dommage. Née à Erstein, elle fut résistante de la première heure, devint secrétaire de Jean Moulin, assumait l'internement à Fresnes et la torture de la Gestapo et survécut aux camps de concentration. Décédée en 1967, les participants au rallye se sont recueillis sur sa tombe au cimetière Saint Guillaume de Sainte-Marie-aux-Mines.

Pour la localiser, le parcours fut semé d'embûches et d'épreuves titanesques (lancer de nains, déguisements, identification des composants de confitures rares...). Sainte-Marie-aux-Mines, vieille cité minière, hantée par les petits nains : la montagne ne livra ses secrets qu'à ceux qui firent preuve de patience, d'astuce et souvent de simple bon sens. Un accueil chaleureux au lycée de la ville nous assura, sous un magnifique soleil, restauration et détente.

Nous remercions Monsieur le Proviseur et sa gestionnaire d'avoir mis à notre disposition ce havre de paix.

Nous n'avons pas la place pour revenir ici sur les contenus, les questions, les réponses sont accessibles sur le site du Mémorial : www.memorial-alsace-moselle.com, rubrique AMAM/les réalisations/les rallyes. ■



INSCRIPTIONS RALLYE 2013

Demandez la fiche d'inscription
à Jean-Paul Gully, 06 86 89 43 57
j-p.gully@orange.fr

Date limite des inscriptions : le 30 avril



Dégustation de confitures



Barbecue



Corrections



Ressemblant



On est intrépide !



Les enfants aussi



Pique-Nique (Lycée L. Weiss, un havre de paix)



Pendant que les autres travaillent...

LE PALMARÈS



2



1



3

1^{ER} PRIX

L'équipe de Christian Isaac, Fabienne Isaac, Christine Blucher, Aurore Isaac, Chloé Isaac.

2^{ÈME} PRIX

L'équipe de Claude Derigny, Eric Derigny, Amaury Derigny.

3^{ÈME} PRIX

L'équipe de Geneviève Huber, Gilbert Huber, Jacques Salsac, Ewald Klein.

Le mémorial à la télévision japonaise

L'histoire de l'Alsace-Moselle demeure une énigme aux yeux des Japonais. Comment est-il possible que les Alsaciens, qui ont tant souffert sous l'occupation nazie, qui ont été victimes d'un crime de guerre en devant revêtir l'uniforme de la Wehrmacht ou des Waffen SS, aient pu se réconcilier avec leur voisin ? Et en si peu de temps ? Alors qu'eux, Japonais, n'ont jamais pu combler le fossé qui les sépare des Chinois et des Coréens.

Pour réfléchir à cette question, Akiyoshi Nishiyama, professeur d'histoire à la Kyoritsu Women's University de Tokyo, vient chaque année avec ses étudiants à « l'endroit où en Alsace on peut le mieux appréhender cette histoire » : le Mémorial



Photo : Claude Truong

de l'Alsace-Moselle. Actuellement, après avoir réuni une documentation conséquente, il prépare un livre qui servira de guide aux Japonais de passage à Schirmeck. Il devrait paraître à l'automne 2013.

Mieux encore, du 4 au 7 décembre 2012, une équipe de la NHK, la première chaîne de télévision japonaise, dirigée par le producteur Chazono et la journaliste Nakahira Miki, correspondante permanente du Japon à Paris, ont réalisé un reportage sur l'histoire de l'Alsace entre France et Allemagne. Guidés par l'AMAM, ils ont certes parcouru toute la région, mais l'essentiel de leur travail a été réalisé au Mémorial, et tout particulièrement dans la première salle pour l'histoire de 1870 à 1939. Ils ont été émerveillés par la symbolique des portraits et la clarté de la présentation... Inversement, la seule déception dans leur quête a été la dernière salle sur la réconciliation franco-allemande où ils ont déploré l'absence de fil conducteur et de cohérence ; ils y ont cherché en vain le manuel d'histoire franco-allemand, une réalisation qui leur paraît si incroyable qu'ils l'ont traduit dans leur langue. Pour se rendre compte de son



Photo : Claude Truong

utilisation sur le terrain, ils ont passé une journée au lycée Marc Bloch de Bischheim et assisté à une leçon en classe Terminale ABI-BAC où la professeure Edith Stroh travaille avec ce manuel...

Le reportage a été programmé sur NHK, le jour de l'an 2013, à une heure de grande écoute. A en croire un journaliste japonais, il a impressionné le premier ministre Shizo Abe qui aurait manifesté son désir de visiter le Mémorial ! ■

Marcel Spisser

La Rencontre des Mémoires : un franc succès

Rencontre
des Mémoires

Un point de vue de Jean Letsruh, dans *l'Ami hebdo* du 6 janvier 2013 :

- Son introduction :

" Magistralement organisé par les Amis du Mémorial d'Alsace-Moselle, avec le concours de la Délégation à la Mémoire Régionale (Alphonse Troestler) et le soutien des collectivités alsaciennes (Ville de Strasbourg, Région, Départements), ce colloque a réuni une vingtaine de conférenciers de haut niveau. Le programme concocté par l'historien Jean-Pierre Rioux et le Président de l'AMAM Marcel Spisser était ambitieux, dense, trop dense peut-être, car il ne s'adressait pas seulement aux historiens, aux universitaires et à la presse, mais aussi au grand public... "

- ... et sa conclusion :

" Rétablir la vérité historique pour solder les comptes avec le passé

A partir d'exemples variés, concernant l'Alsace et la France, l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, les auditeurs de ces trois journées d'échanges ont pu replacer les blessures subies par l'Alsace dans un contexte plus universel (de Katyn à Auschwitz en passant par Oradour et Jérusalem).

Ce genre de colloque peut aider les auditeurs de bonne volonté à chasser le ressentiment et à faire la paix avec les autres. La recherche de la stricte vérité historique peut aussi contribuer à la réconciliation autant, sinon plus, que les gestes politiques, aussi sincères soient-ils. En tout cas, il convient de

sortir du cycle infernal de la violence et de la haine, en soldant les comptes avec le passé pour pouvoir envisager un avenir meilleur. (Comme on l'a écrit à propos des historiens de l'Antiquité, l'exigence d'une *Fides historica*, c'est-à-dire d'une fidélité profonde à la signification des faits, fixe les devoirs de l'historien). "

Le succès se confirme en effet, une centaine de participants de plus qu'à la Rencontre précédente, soit 370 inscrits. À noter pour la première fois la participation de deux classes complètes accompagnées de leurs professeurs (une 1^{ère} S du Lycée Marc Bloch et les élèves de Lettres Supérieures de Fustel de Coulanges).

Mais déjà, le Comité scientifique et d'Organisation de la Rencontre commence sa réflexion pour le rendez-vous de 2014. En attendant, J.P. Rioux et son équipe s'activent pour la publication des Actes prévue à l'automne 2013.

À suivre... ! ■



Un public nombreux et attentif.

Roland Dorgelès « D'une guerre à l'autre »

PRÉSENTATION DE JEAN-PIERRE RIOUX



Les deux grands conflits du XX^{ème} siècle sont au cœur de l'œuvre de Roland Dorgelès. Le jeune journaliste montmartrois s'engage dès 1914 et il sera marqué à jamais par les atrocités de la Grande Guerre ; il en témoignera dans ce roman capital qu'est *Les croix de bois*, dans les nouvelles du *Cabaret de la Belle Femme* et dans ce « poème d'épouvante » qu'est *Le Réveil des morts*, récit de la reconstruction.

En 1939, trop âgé pour reprendre du service actif, il va se faire observateur de cet étrange intermède qu'il baptisera « drôle de guerre », jusqu'à la débâcle et la défaite de 1940. Enfin, *Carte d'identité* est le récit sec et glacial d'un épisode de la barbarie nazie dont il a été le témoin.

La guerre ? « C'est une farce, je vous jure que c'est une farce. On la feuillette avec des doigts rouges, c'est tout ». C'est ce qu'écrivait du front en janvier 1915 Roland Lécavelé, alias Dorgelès (1885-1973). Mais

le farceur mobilisé a fait mieux que feuilleter : « Pas un instant je n'ai songé à tenir le journal de mon régiment. J'avais une ambition plus haute : ne pas raconter MA guerre, mais LA guerre. » Une nouvelle guerre en 1939-1940 lui ayant permis hélas de préciser ses propos, il a voulu se présenter en « témoin lyrique » de son époque, convaincu qu'« une fiction vraisemblable est plus réelle qu'une vérité exceptionnelle ». Écrivain resté homme de lettres à l'ancienne plus qu'intellectuel engagé, artiste ironique à jamais montmartrois, journaliste et reporter, il a ramassé et décrit lestement des éclats d'humanité et, plus que tout, est resté hanté par le souvenir de ses camarades morts ou survivants. Les œuvres rassemblées dans ce volume – pour la première fois – attestent, d'une guerre à l'autre, de la prégnance chez lui de la mémoire et de l'écriture.

Extrait de la préface de Jean-Pierre Rioux

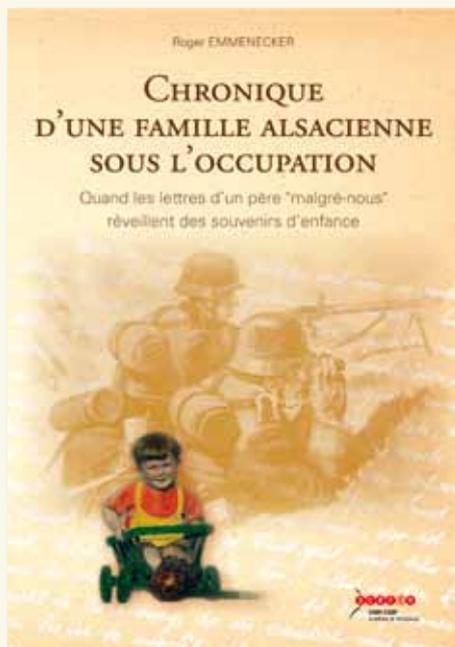
Editions Omnibus 2012
992 pages 28 €

VIENT DE PARAÎTRE

Roger Emmenecker

« Chronique d'une famille alsacienne sous l'occupation »

Quand les lettres d'un père « Malgré-nous » réveillent des souvenirs d'enfance



À l'origine de ce livre, la découverte fortuite d'une page de l'histoire familiale de l'auteur, remontée à la surface – 50 ans après sans crier gare – sous la forme de 64 lettres numérotées, datées, écrites entre juillet et octobre 1944 par un jeune instituteur alsacien, incorporé de force dans la Wehrmacht.

Un témoignage précieux sur la dure formation militaire des « Malgré-nous » avant l'envoi au front ; sur la vie quotidienne d'une famille sous l'occupation, dans l'attente de la Libération. La seconde partie du livre fait une large place à cette correspondance.

Cette dernière a aussi contribué à déverrouiller chez l'auteur le tiroir des souvenirs d'enfance : certains jaillis spontanément, d'autres émergeant progressivement à la lecture des lettres... Anecdotes de la vie quotidienne et autres péripéties allant de la débâcle de 1940 à la Libération de 1944/45.

Pour évoquer tous ces événements, l'auteur a choisi de redevenir le petit « Rudiger » qui a grandi et mûri dans une bulle lumineuse qui se fissure progressivement au contact de la réalité.

L'adulte qu'il est devenu lève aussi le voile sur certains silences soigneusement entretenus par ses parents... là où un jeune couple alsacien ordinaire a été obligé de « naviguer à vue », durant cinq années, sur une ligne de crête entre résistance intellectuelle, repli identitaire, refus des compromissions, non-adhésion à l'emprise totalitaire nazie, mais en n'en subissant pas moins les dures conséquences.

Le présent ouvrage souhaite apporter ainsi sa modeste contribution à la mémoire collective alsacienne.

CNDP-CRDP - académie de Strasbourg - 2013

Retour sur l'année 2012...

HUIT ANS APRÈS SON OUVERTURE, LA RÉGION ALSACE LANCE UNE ÉTUDE DE PROGRAMMATION SUR LE MÉMORIAL :



Les objectifs :

- proposer une actualisation du parcours actuel
- redéfinir la fin du parcours afin d'inscrire le Mémorial dans une perspective plus européenne.
- réfléchir à des réaménagements fonctionnels (redéfinition des espaces du hall d'accueil).

C'est sur ces thèmes que travaillera le comité scientifique du Mémorial tout récemment mis en place.

Coordonné par Alphonse Troestler et composé d'historiens comme Jean-Noel Grandhomme, Eugène Riedweg ou Frédérique Neau-Dufour, et de pédagogues comme Marcel Spisser, le Comité scientifique travaille en étroite collaboration avec le Cabinet de programmation.

Photo : J.-L. Stedler

REMISE DU PRIX VÉRONIQUE DUTRIEZ AU COLLÈGE ANDRÉ MALRAUX DE PARON, LE 13 MARS 2013



Mercredi 13 mars, le Mémorial d'Alsace Moselle a eu le plaisir d'accueillir le collège André Malraux de Paron dans l'Yonne, pour une visite particulière.

En effet, ce collège s'est vu décerner par Georges Federmann, président du Cercle Menachem Taffel, le prix Véronique Dutriez pour la réalisation du DVD « Il était une fois l'Europe ». Il faut dire que cet établissement n'en est pas à son coup d'essai puisqu'il a déjà réalisé de nombreux courts et longs métrages. Pour ce projet, les élèves ont interviewé MM. Jacques Delors, Giscard d'Estaing, Cohn Bendit, Daul, Ungerer, Costa Gavras, des hommes politiques européens, des historiens, des metteurs en scène et des artistes....

L'objectif de ce projet audiovisuel, piloté par le professeur Vincent Moissenet, est de réaliser et distribuer gratuitement des DVD et documentaires pédagogiques sur la mémoire et l'histoire de l'Europe.

Nous avons été très fiers d'être associés à ce projet et leur souhaitons bonne chance pour la poursuite de cette aventure puisque leur périple les a conduits à Paris au Sénat, à la maison de Jean Monnet, à Auxerre, à Bruxelles, au Luxembourg, au Mémorial à Schirmeck et au camp du Struthof. Les prochaines étapes seront Metz, l'Allemagne puis Colombey les Deux Églises.

Une initiative extrêmement enrichissante pour ces jeunes !

BRÈVES



Une soixantaine de députés européens (dont deux anciens Présidents du Parlement Hans Gert Pottering et Jerzy Buzek et le premier président de la Lituanie Vytautas Landsbergis) ont visité le Mémorial. Conduite par Joseph Daul, un des plus fervents ambassadeurs du Mémorial, la délégation a découvert l'histoire tourmentée de la Région dans laquelle ils écrivent l'Europe.

Sébastien Soster, enseignant chargé par le Rectorat du service éducatif au Mémorial a animé une formation pour l'équipe du Mémorial. À l'ordre du jour : découverte des nouveaux programmes d'histoire, un point sur Totalitarisme et Nazisme.

Le Mémorial participe activement aux réunions organisées dans le cadre des commémorations du Centenaire de la Grande Guerre. À Schirmeck en 2014, se tiendront une exposition, un colloque et un atelier pédagogique. Des informations complémentaires paraîtront dans le prochain *Courrier du Mémorial*.

Manœuvre des pompiers au Mémorial. Afin de tester le dispositif d'évacuation, l'équipe du Mémorial s'est prêtée au jeu. Tout le monde est sorti sain et sauf...

LE POINT SUR LES CHIFFRES : HAUSSE DE LA FRÉQUENTATION SCOLAIRE



En 2012, près de 43 000 personnes ont visité le Mémorial dont 22 665 jeunes dans le cadre scolaire.

L'équipe du Mémorial a mené 1 136 visites guidées et animé 101 ateliers pédagogiques (le double de l'année passée). À noter, l'atelier consacré au cinéma nazi à Strasbourg pour lequel enseignants et élèves ont montré un grand intérêt.

La fréquentation scolaire est en très nette augmentation (30%) pour atteindre un niveau jamais atteint depuis l'ouverture du Mémorial et les primaires viennent davantage (+30%), preuve que le bouche à oreille fonctionne bien chez les enseignants et que le travail de l'AMAM porte ses fruits.

L'équipe du Mémorial profite du *Courrier du Mémorial*, bulletin de liaison de l'AMAM, pour remercier les enseignants de leur fidélité.

DÉCEMBRE : LA JOURNÉE DE PRÉPARATION AU CONCOURS NATIONAL DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION



Photo : Mickaël Vermy

Parmi les animations : l'initiation au morse.

Le Mémorial, le Struthof, les Amis de la Fondation pour la Mémoire de la Déportation (AFMD) et l'Office national des Anciens Combattants (ONAC) ont, comme chaque année, organisé la journée de préparation au Concours National de la Résistance et de la Déportation (CNRD).

Réunis au Centre Régional de Documentation Pédagogique d'Alsace (CRDP), les 200 jeunes venus de six établissements, ont écouté attentivement les témoignages de Bob Maloubier et Georges Soulier, tous deux anciens agents de renseignement au service des alliés, et véritables précurseurs de James Bond !

Un spectacle « Résistants d'Alsace » de la Compagnie l'Indocile, un documentaire sur le Plan Sussex, ainsi qu'une démonstration de radio émetteur-récepteur ont complété cette journée.

Quatre animations qui sont autant d'outils pour comprendre les enjeux de la communication au service de la résistance et de rendre concrètes, des choses qui ne le sont pas toujours.

Les événements de la fin d'année

OCTOBRE : COLLOQUE SUR L'INCORPORATION DE FORCE EN EUROPE



Des chercheurs et responsables de musées mémoriaux européens se sont réunis au Mémorial le 6 octobre dernier pour la 2^e journée d'étude sur « *L'incorporation de force en Europe* ».

Des interventions de haut niveau ont permis, pour la première fois, de proposer une approche comparative de l'incorporation de force.

En attendant la publication des actes, le public a pu découvrir l'exposition richement illustrée sur le même thème.

Ce fut un vrai travail de coopération européenne entre la Slovénie, la Pologne, le Luxembourg, l'Allemagne, la Belgique et la France.

EN 2013, NE MANQUEZ PAS :

L'EXPOSITION MALGRÉ-ELLES

À partir du 8 mai, exposition consacrée aux Alsaciennes et Mosellanes incorporées dans le Reichsarbeitsdienst (RAD) et le Kriegshilfsdienst (KHD).

Conçue par o1 Studio, la scénographie tournera autour du concept du panoptique, espace centralisé de surveillance conçu pour le milieu carcéral par les frères Bentham en Angleterre au XVIII^e siècle.

Affiches, photos, documents d'archives inédits, films pour raconter cette page encore méconnue de l'histoire.

Et tout au long de l'année, des événements seront organisés autour de cette exposition.

Avec Jacques Stoskopf et Le Réseau Alliance

Jeune Alsacien de Paris, où il naquit le 27 novembre 1898, Jacques Camille Stoskopf est issu d'une famille de la région de Wasselonne. Sa carrière le conduira à s'installer en divers sites de la façade maritime de la France. Mais sa proximité avec l'Alsace fut une constante de son existence qui devait d'ailleurs s'achever sur les pentes du Struthof en 1944.

Il fit de brillantes études au collège Rollin de Paris, où son père travaillait à la Banque de Paris et des Pays Bas. Il est en classe préparatoire de mathématiques quand il est incorporé dans un régiment d'artillerie lourde en avril 1917 et il sera ensuite affecté à une unité de Strasbourg. En 1920 il est reçu à la promotion spéciale de l'École polytechnique et ayant suivi l'enseignement d'une École d'application en 1922/1924, il deviendra Ingénieur général du génie maritime.

Il est basé à Cherbourg quand il rencontre sa future épouse, originaire de Schiltigheim, et leur mariage aura lieu en juin 1931. Quelques mois avant la déclaration de guerre il rejoint l'arsenal de Lorient comme chef de la section des constructions neuves.

À travers le désastre

L'effondrement de la France en juin 1940 est pour Jacques Stoskopf un événement fondateur, comme il le sera pour les meilleurs de la nation et il se voit contraint d'insérer son itinéraire dans les contradictions qui assaillent les consciences et l'ensemble du pays.

Il est catholique pratiquant et applique en toute occasion ses principes religieux. D'autre part pour un officier de l'armée française comme lui, issu d'un corps d'élite, le patriotisme est l'inspiration première et essentielle : c'est naturellement et spontanément qu'il fait le choix de soumettre son action aux principes et aux exigences d'une éthique nationale et militaire qui dictera son comportement jusqu'au bout. Enfin l'annexion de l'Alsace, décidée par les Allemands au mépris des conventions d'armistice, entraîne une déchirure douloureuse dans sa vie familiale.

Il vit ces heures difficiles avec une sérénité remarquée par ses proches qui l'aperçurent un jour lisant Montaigne dans un bref moment de réflexion.

Responsable de l'arsenal sur un plan industriel et technique il se tiendra d'abord et pendant plusieurs semaines à distance des Allemands, mais choisira finalement, parlant leur langue, de vivre avec pragmatisme ses relations avec l'occupant pour mieux servir la France.

L'enjeu est d'autant plus considérable que l'amiral Dönitz, fin juin, effectue une reconnaissance de la rade et choisit Lorient comme base principale des sous-marins allemands. Dès le 7 juillet arrive le premier sous-marin, inaugurant ainsi le rôle majeur du port dans la bataille de l'Atlantique. L'ingénieur Stoskopf fera tout pour limiter l'utilisation des installations de l'arsenal par les Allemands qui décident dès l'automne 1940 d'engager la construction de la base de Kéroman et d'y affecter une main d'œuvre importante. Plusieurs blocs furent ainsi construits permettant d'abriter en 1942 une vingtaine de sous-marins.

Envoyé régulièrement en mission à Vichy, Stoskopf décide de travailler pour le Service de Renseignement de la Marine qui informe l'ambassade des États-Unis et finalement les Anglais. C'est là qu'il rencontrera Joël Le Moigne chef du réseau Sea Star de l'Alliance. Secondé par plusieurs subordonnés Stoskopf surveille les mouve-



ments de sous-marins et les innovations techniques qu'ils révèlent. Il est servi dans cette action par sa grande mémoire qui lui permettra d'abord de transmettre ces renseignements oralement.

Les circonstances le conduisent à pratiquer une sorte de double jeu qui se manifeste cruellement lors des départs d'ouvriers vers le service du travail obligatoire. Il s'emploie à en freiner le processus mais la rumeur suscite à Lorient un mouvement d'opinion s'exprimant à travers des slogans tels que « À bas les Boches », « À mort Stoskopf ».

Avec le Réseau Alliance

L'invasion de la zone libre en novembre 1942 est un tournant décisif pour ces résistants de la première heure qui, durant deux ans, ont agi dans une extrême solitude.

Stoskopf est alors en contact régulier avec Joël Le Moigne du Réseau Alliance, que les Anglais pressent de questions sur les sous-marins et leurs mouvements. Ce réseau a été créé à l'initiative de Georges Loustaunau-Lacau, officier non conformiste et major de sa promotion à l'École de guerre, qui était aussi celle de Charles de Gaulle. Leur entente ne pouvait être que difficile et Loustaunau-Lacau signa le 14 avril 1941 à Lisbonne un accord de coopération avec l'Intelligence Service des Anglais : celui-ci comportait des avantages

considérables en moyens d'actions, très supérieurs à ceux dont disposait la France Libre à l'époque.

Cette coopération exclusive sera maintenue après la déportation de Loustaunau-Lacau et sous l'égide de Marie-Madeleine Fourcade, jeune femme de 30 ans seule à se trouver dans la situation d'être le chef et l'âme d'un grand Réseau de Résistance.

Spécialisés dans la recherche de renseignements militaires l'Alliance et ses 3000 agents sont dotés par les Anglais de structures et de moyens permettant des liaisons radio, des opérations d'atterrissages et de parachutages, ainsi que des liaisons marines. Les informations collectées sont destinées à la centrale de Londres qui les met à la disposition des services britanniques.

Elles concernent les renseignements sur les mouvements de sous-marins et les caractéristiques de ceux-ci, l'action des ravitailleurs allemands et les préparatifs d'armes secrètes. Jacques Stoskopf parcourt les bassins et les quais de Lorient sous prétexte de surveiller le travail des ouvriers de l'arsenal et pour collecter toutes informations intéressantes.

C'est par l'intermédiaire d'un poste radio de Brest que ces informations puisées au cœur même du dispositif allemand prenaient en quelques heures le chemin de l'Angleterre. Le roi Georges VI a pu dire que « L'Alliance était notre plus grande organisation indépendante de renseignements opérant en France ».

Les services allemands ont discerné l'importance et l'activité de cette organisation dont les membres s'identifiaient par des noms d'animaux (Marie-Madeleine Fourcade étant par exemple Hérisson). Ils la dénommèrent de ce fait L'ARCHE DE NOÉ. Pour l'Alliance ils ont défini des méthodes de répression, des lieux de détention particuliers à la mesure de leur acharnement à la combattre.

Les derniers mois d'activité du résistant Stoskopf sont assombrés par la violence des bombardements alliés qui savent l'importance stratégique de la base : en un seul jour 4.400 tonnes de bombes sont déversées sur Lorient.

Le 21 février 1944 Stoskopf est arrêté à Lorient par le Service de Sécurité du Reich. Il avait eu vent des soupçons que les Allemands avaient conçus à son sujet. Il ne s'en était pas ému outre mesure et avait refusé de quitter la région. Au surlendemain de son arrestation son domicile de Quimper, où sa famille était repliée, est perquisitionné par la police allemande.



Schéma de l'organisation du S.R. L'Alliance

Il va connaître ensuite les prisons de Vannes, de Rennes, et sans doute de Compiègne et le 14 juillet il est acheminé, semble-t-il, par train vers Schirmeck. Il est alors incarcéré au block 10 avec d'autres membres du Réseau Alliance. Leur solitude est à certains moments éclairée par une vie intellectuelle très active : temps de méditation animés par un prêtre et un pasteur, cours de physique, de mathématiques, d'anglais ou de littérature, conférences données à tour de rôle, discussions politiques. La pensée de leur mort, pourtant si proche, ne les habitait pas, mais un ordre venu de Berlin et transmis à Schirmeck avait signé l'arrêt de mort de ces « Nacht und Nebel ».

C'est le premier septembre que parmi 107 membres du Réseau Alliance Jacques Stoskopf fut exécuté au Struthof. Pour l'ensemble du Réseau ils furent 430 à connaître le même sort, leurs familles demeurant longtemps dans l'ignorance de leur destin.

Au cours des années trente Jacques Stoskopf et sa famille se rendaient régulièrement dans les Vosges à la pension Claude. Ils y retrouvaient souvent proches et amis. En janvier 1943, la vie à Lorient devenant trop dangereuse du fait des bombardements, il fut décidé que les enfants, François et Elisabeth, trouveraient refuge à Ventron. Ils y restèrent jusqu'au mois d'octobre.

C'est en juin de cette même année que leur ami René Ortlieb, restaurateur à Thann, avait suggéré à son camarade Henri Veit, engagé comme lui dans la résistance du Réseau Martial impliqué dans l'évasion du Général Giraud, de rejoindre les Stoskopf à Ventron.

Au cours de leurs excursions dans la montagne vosgienne, les deux résistants se faisaient confiance de leur activité clandestine. C'est l'Alliance qui avait organisé le transfert du général du Lavandou à Gibraltar par sous-marin pour y rejoindre Eisenhower.

Cette fraternité vécue s'accomplit héroïquement jusqu'à leur dernier sacrifice. Arrêté en octobre 1943 René Ortlieb fut exécuté en Allemagne en avril 1945. En septembre 1944 Jacques Stoskopf, sept mois après son arrestation, disparaissait à tout jamais au Struthof et quelques jours plus tard Henri Veit était exécuté à Belfort, son corps n'ayant jamais été retrouvé.

À cette heure nous avons une pensée pour nos mères, Fanny Veit et Marianne Stoskopf, qui se retrouvèrent au lendemain de la guerre. Tragiquement éprouvées, vivant de leur foi chrétienne et pour leurs enfants, elles furent aussi l'honneur de la France. ■

Bernard Veit
Elisabeth Meysembourg-Stoskopf

« Ils étaient sur une liste »

La résistance à Saint-Maurice sur Moselle

LE MAQUIS DE BUSSANG-SAINT MAURICE

Sa constitution

Suite aux appels répétés du Général de Gaulle sur radio Londres, la BBC, invitant les Français à résister à l'occupant, mais aussi avec l'afflux des réfractaires du STO (Service de Travail Obligatoire) et des Alsaciens fuyant l'incorporation de force dans l'armée allemande, le maquis se forma et prit de l'ampleur.

Dès mars 1943 des groupes de combat furent constitués par des volontaires. Emile Luttenbacher du Drumont devint responsable du secteur de Bussang et le brigadier des Eaux et Forêts Maurice Mansuy du secteur de Saint-Maurice.

En avril 1943 l'organisation Saint Maurice-Bussang était terminée. Chaque engagé volontaire ne connaissait que le nom de son chef de sizaine. Tous les engagés de Saint Maurice menaient une vie normale pour ne pas attirer l'attention des occupants et des collaborateurs.

Son organisation

Le maquis était organisé hiérarchiquement, presque militairement, à l'exemple du scoutisme. Il y avait le chef de groupe (Mansuy pour St. Maurice), un chef de centaine et plusieurs chefs de trentaine et chefs de sizaine.

Le groupe de Saint-Maurice était composé de deux trentaines comportant chacune cinq sizaines. D'après la liste établie après la guerre pour le commandement d'Etat Major des Vosges, il y avait quatre vingt neuf inscrits à Saint Maurice. Ce maquis comprenait plusieurs implantations :

- Le maquis des Roches de Morteville

C'est sous l'impulsion de Maurice Mansuy et Gustave Arcin qu'une baraque fut construite sous la grande roche des Roches de Morteville. Roland Bertrand (de la chaume de la Jumenterie) et Henri Rossé (l'homme à la grosse moto) furent parmi les premiers occupants de ce camp. À un moment donné, ils étaient jusqu'à quinze à occuper les lieux. L'Alsacien Marcel Spindler, réfractaire à l'incorporation de force, en était ; il témoigne :

« C'est dans ce lieu (Les Roches de Morteville) que fut créé le premier maquis vosgien avec quinze réfractaires. Notre mission était de surveiller les allées et venues des patrouilles allemandes et, le jour du débarquement, de liquider le poste frontalier du Ballon d'Alsace et de couper les lignes électriques. L'hiver 1943-1944 s'annonçait avec de fortes chutes de neige. Craignant d'être repéré par les traces dans la neige, le Haut Commandement de la Résistance décida de nous évacuer et nous passâmes l'hiver chez les fermiers du coin ».

- Le camp du Petit-Haut

Le camp du Petit-Haut (Le Ménil) fut créé aux environs du 15 mai 1944 avec des éléments qui avaient quitté le cantonnement des Roches de Morteville. Parmi ceux-ci, il y avait deux officiers russes évadés et quelques réfractaires. Il fut créé de toutes pièces dans une sapinière au lieu-dit le Petit-Haut, à environ 950 mètres d'altitude, à proximité d'une excellente source et à une centaine de mètres d'un chemin peu fréquenté qui reliait le Dreube au col de Rochelotte. Bien abrité, bien dissimulé, des baraquements confortables, ainsi que des cuisines y furent rapidement installés. Bien ravitaillé par les chefs des centres du Ménil et de Fresse sur Moselle, ses effectifs ne tardèrent pas à atteindre un cinquantaine d'hommes. Ceux-ci étaient pourvu de matériel de récupération qui avait été remis en état. Il y avait bien quelques munitions, mais en quantité minime ne permettant pas de subir une attaque de quelque durée.

L'emplacement du maquis se trouvait à vingt minutes de marche du terrain de parachutage de la Kins-Muss, ses effectifs étaient donc appelés soit à renforcer les équipes de parachutage de ce terrain, soit à protéger les opérations de parachutage en cas de réaction de l'ennemi. Mais après leur expédition malencontreuse au Thillot le 14 juillet, il fallut évacuer le camp.

- Le camp du Séchenat

Le nouvel emplacement fut choisi aux Gorges de l'Amerey à

Bussang, mais après le camp fut transféré au lieu-dit « La goutte du Geai » dans une gorge située au sud-est de la vallée du Séchenat. Un camp confortable y fut aménagé. L'effectif était d'environ cent hommes peu ou pas armés.

Au mois d'août le camp du Petit-Haut fut réoccupé. Il a atteint rapidement 150 occupants.

Mais tout se précipita et après de nombreux accrochages avec l'ennemi les deux maquis se dispersèrent.

Les parachutages

L'armement ne pouvait venir que par la voie des airs. Pour le maquis du Petit-Haut et du Séchenat, le lieu de parachutage était situé sur la Chaume de la Kins-Muss avec son message : « Le chevreuil prend son élan » (transmis par la radio de Londres).

D'après d'autres sources, voici ce qui est écrit : « Venant de la BBC, des messages étaient transmis et permettaient aux FFI de se rendre vers les terrains de parachutage pour y recevoir des armes. Ainsi « Le lièvre se rase sur la montagne » indiquait un parachutage vers le Petit-Haut, de même que « J'aime mes contes de la fée rose » annonçait une actions sur Fresse (en Haute Saône). »

Chaque terrain avait une équipe de parachutage d'une moyenne de quinze hommes et le balisage comportait trois feux blancs fixes en ligne droite distants l'un de l'autre de 90 mètres, un feu de signalisation chargé de donner en morse la lettre du terrain.

Dans le village de Saint Maurice, le secret était bien gardé et certaines épouses ne s'imaginaient même pas que leur mari faisait partie des résistants. Toutefois certains courageux allaient clandestinement ravitailler les maquisards dans les camps, simulant des transports de bois, car la plupart d'entre eux étaient des forestiers et des bûcherons. D'autres villageois, au péril de leur vie, ont caché chez eux des résistants poursuivis, traqués et recherchés... Hélas, il y eut aussi quelques « collabos » à l'affût de n'importe quelle fuite ou indiscretion qui étaient, bien sûr, inévitables. Sans doute est-ce l'un d'entre eux qui fut à l'origine de la rafle du 2 octobre ? ■

D'après les travaux de Louis Lévêque qui a réalisé la plaquette « Ils étaient sur une liste » Editions Im'erson, 2012.

LES FUSILLÉS DU STEINGRABEN Témoignage du rescapé Robert Curien

« Je fus arrêté le 3 octobre 1944 à Saint-Maurice-sur-Moselle avec mon frère. On nous emmena à Bussang. Nous y restâmes toute la nuit attachés à une chaise, puis le lendemain, après avoir été interrogés, on nous embarqua à 6h30 du soir dans une camionnette dans laquelle se trouvaient déjà six personnes dont deux gardes forestiers. On nous emmena à deux kilomètres de Bussang sur le versant alsacien.

Là, le camion s'arrêta dans un petit chemin et, sous la menace d'une mitraillette, on nous fit descendre puis ranger le long d'un talus. Soudain, le commandant cria « feu » et une rafale de mitraillette nous fit tomber tous à la renverse dans le fossé. Je n'avais rien, mais je ne m'en aperçus qu'en tombant dans un trou d'eau. Les Allemands du haut du ravin tirèrent une seconde rafale sur les cadavres. Cette fois encore, je ne fus pas touché. Après avoir entendu la camionnette qui s'éloignait, je me levai et aperçus un linge blanc qui remuait parmi les corps. C'était un civil de Saint-Maurice qui était blessé. Je l'ai pansé puis transporté sur mon dos pendant quelques mètres, mais épuisé, mon camarade me dit : « Va à Bussang, tu reviendras me chercher ce soir ».

Hélas quand je rentrai chez moi, la Wehrmacht patrouillait et pendant cinquante-trois jours j'ai été obligé de me cacher dans le grenier. Lorsque je retrouvai mon camarade, il était mort bien entendu, mais il n'était pas à la place où je l'avais laissé ; peut-être un Allemand l'avait-il abattu par la suite ». L'ordre de fusiller les huit prisonniers fut donné par Pfanner de la Gestapo de Nancy. La liste des personnes à exécuter fut dressée par le Sturmbahnführer Hott originaire de Stettin. Ce dernier accompagna les malheureuses victimes jusqu'au lieu d'exécution. Il avait à ses côtés Jean Rickfelder « brute » de 37 ans. Tous deux furent condamnés à mort en janvier 1949. (Liberté de l'Est 18-1949)

LA RAFLE DU 2 OCTOBRE 1944

Dès septembre 1944, les hommes de 16 à 60 ans de Saint-Maurice étaient réquisitionnés par les autorités allemandes pour creuser des tranchées anti-chars près de la gare. Tous les matins, ces hommes, environ deux cents, se rassemblaient sur la place de l'église pour l'appel et la répartition des tâches et des outils.

Ce 2 octobre 1944

Après une énième nuit de bombardement (la ligne de front n'était qu'à une dizaine de kilomètres), ce matin du 2 octobre, les hommes, comme d'habitude, s'étaient rassemblés sur la place. Mais contrairement aux autres jours, l'appel tardait à se faire et l'inquiétude et l'angoisse commençaient à se faire sentir. Soudain, à 8 h 30, surgirent deux (sinistres) tractions-avant, suivies de deux (non moins sinistres) camions bâchés. Partout des soldats se mettaient en faction et bouclaient la place et les rues...

La liste

Alors un officier allemand, dit « Le Balafré », il avait une énorme cicatrice sur la joue droite, sortait de sa poche une liste sur laquelle figurait des noms (même des sobriquets) qu'il appela un par un, suivant les groupes qu'ils formaient dans la résistance. Ils étaient soixante-trois. L'heure était donc grave. Ceux qui n'étaient pas nommés étaient sommés de rentrer chez eux ainsi que les femmes et les enfants. Les « appelés » devaient rentrer à la mairie où commençaient les interrogatoires, avec d'abord les chefs de trentaine et de sizaine.

Comme tous gardèrent le silence, il y eut des coups de bâton, des « schlagues ». Et du dehors on entendait les cris. De force, le secrétaire de mairie devait accompagner les commandos qui recherchaient les absents à leur domicile.

La déportation

Puis, la Gestapo a obligé ces soixante-trois hommes à monter dans les camions pour prendre la direction de Bussang. Là, ils étaient restés un court laps de temps à l'école pour être acheminés le lendemain vers Mulhouse, via le Struthof puis dans les différents camps de concentration en Allemagne : entre autre Dachau et Muhlendorf, Auschwitz, Monowitz, Bergen-Belsen, Buchenwald, Haslach, Ravensbruck, Neckarelz, Schörzingen.

Les fusillés

Pendant ce temps, six compatriotes furent fusillés le 4 octobre 1944 au Steingraben, sur le territoire d'Urbès, vers la montée du col de Bussang. Il semblerait d'après les documents que j'ai pu consulter que Maurice Mansuy, le chef de centre de Saint-Maurice a été arrêté le 21 septembre 1944. En perquisitionnant sa maison, la Gestapo a trouvé une liste cachée sous le poste de radio, qui a alors permis cette rafle du 2 octobre. Schenini prétend, lui, que la liste est restée au camp du Séchenat avec d'autres affaires lors de l'évacuation précipitée du camp. C'est peut-être les deux à la fois...

Gustave Arcin, chef de trentaine, a également été arrêté le 28 septembre tandis que Maurice Blaise a été arrêté le 23 septembre et fusillé le 24.



Photo du Bloc 25 à Dachau où ont été internés les Vosgiens.

Quelques-uns ont échappé à leur arrestation

Quelques-uns, par chance, ont échappé à leur arrestation, parce que tout simplement ils n'étaient pas là, ce jour-là, sur la place.

Louis Maljean, garde forestier, caché en forêt, au Plein du Canon

Henri Keusch, caché à la ferme de Julien Pierrel, aux Charbonniers

André Grosjean, ce jour-là, était allé à la Kommandatur de Bussang pour le remboursement de la réquisition de ses deux bœufs. Au retour, à vélo, quelqu'un l'a averti des arrestations. Alors, il s'est caché avec Jules Souvay dans un ancien trou d'obus, derrière des prés. Il n'a pas été arrêté, grâce au courage et au sang-froid de son épouse, Louise qui, harcelée pendant deux jours, devant ses enfants, le pistolet sur la poitrine, n'a jamais parlé. Gabriel Perry et son oncle Marc n'ont pas été inquiétés ce jour-là, car ils montaient avec leurs bœufs pour une livraison au Ballon d'Alsace. Par contre, le « petit Laurent » comme on l'appelait, Laurent Roger, vingt ans, était sur la place. Il a été embarqué tout simplement parce qu'il rigolait. Il est mort à Dachau.



Bilan du maquis de Bussang-Saint Maurice :

Sur les soixante-huit résistants arrêtés (les soixante trois du 2 octobre et les cinq arrêtés les jours précédents)

Sept sont fusillés

Soixante et un sont déportés dans des camps de concentration (Dachau, Muhlendorf, Auschwitz, Bergen-Belsen, Buchenwald, Ravensbruck, Neckarelz...) dont seuls dix-huit ont survécu

Cette tragédie a laissé de nombreux orphelins et une cinquantaine de veuves qui pleurent leur mari et qui doivent souvent, seuls, assurer les travaux de la ferme et l'éducation de leurs enfants. On les a surnommées les « mères-courage ». ■

UN DÉPORTÉ RACONTE



M. Louis Laporte récemment disparu a fait partie des déportés de Saint-Maurice. En 1963, lors des cérémonies commémoratives de la déportation du 2 octobre, il relatait ainsi le sort réservé aux hommes emmenés en camion vers l'Alsace.

« Nous partons le 3 en camion à la prison de Mulhouse puis au camp de Schirmeck arrivés au milieu de la nuit.

La plupart d'entre nous sont roués de coups de crosse puis enfermés dans un baraquement ; au matin, c'est l'appel et une séance de gymnastique agrémentée de coups de pied et de poing, les plus âgés ne sont pas épargnés ; après quoi nous subissons la coupe de cheveux à ras et l'on s'entasse de nouveau dans des camions. Nous franchissons le pont de Kehl. Arrivés à Rastatt-Niederbühl nous percevons 300 grammes de pain et restons enfermés pendant 3 jours et 3 nuits à 50 par wagons à bestiaux.

Nous arrivons affamés et assoiffés à Dachau où les chiens des SS nous accueillent en hurlant et nous dirigent vers le camp où une douche glacée nous est servie avec désinfection au crésyl et nous endossons la tenue de bagnard rayée de bleu et blanc.

Alors le long martyr est là, avec des appels interminables sous la pluie et la neige, le travail très pénible, les coups, surtout la faim et la vermine qui amène la maladie et la mort. Il n'y aura que 17 rescapés ».

Sort des malades mentaux dans le Reich hitlérien...

La barbarie nazie qui s'est répandue dans les années 30 sur l'Europe entière et même au delà, n'a ménagé aucune catégorie sociale et le sinistre répertoire est loin d'être épuisé. Nous voudrions aujourd'hui aborder dans ce bulletin un sujet tabou, particulièrement triste et émouvant : le sort réservé par les nazis aux handicapés, physiques et mentaux.

Ces malades, fragilisés, dépendants, n'avaient aucune possibilité de défense, hors leurs familles et un entourage dévoué.

Dans leur brutalité, les nazis les avaient taxés de sujets improductifs et coûteux pour la société.

Petit retour en arrière !

Les prémices

Tout au long de l'histoire de l'humanité et, selon les cultures, les maladies mentales ainsi que le handicap physique, ont toujours suscité des réponses sociales.

La psychiatrie avec ses écoles ou ses

cercles, fleurit au début du 19^e siècle, tant en Europe qu'en Amérique. On cherche à apporter des solutions médicales, humaines, religieuses... et même perverses, voire meurtrières sous le régime nazi dès son arrivée au pouvoir dans les années 30. L'Allemagne se lance dans l'eugénisme avec toutes ses conséquences négatives et criminelles.

La question se pose : faut-il maintenir en vie des êtres inférieurs, les malades inguérissables, mais surtout coûteux pour la société ?

Une politique sélective est envisagée, tenant à la détection des variations génétiques défavorables, en les éliminant par l'interdiction des mariages ou la stérilisation, ou encore, après fécondation, par l'avortement, voire l'infanticide.

Mais les nazis n'ont pas tout inventé : dès 1905, se crée en Allemagne la « Société d'Hygiène Raciale ». Aux Etats-Unis, où sont appliqués des contrôles très poussés à l'immigration, est promulguée en 1907 la loi sur la stérilisation des déficients mentaux et des épileptiques !

La France, qui a aussi ses adeptes, s'oriente également vers l'eugénisme.

En Allemagne, où les conséquences désastreuses de la défaite en 1918, mettent la République de Weimar dans une situation de misère populaire, les responsables sont tentés, sous la pression économique (chômage) de s'orienter vers l'eugénisme ! Hitler s'empare de cette question pour l'élaboration de son programme dans « Mein Kampf », publié en 1924.

On comprend mieux que dès son arrivée au pouvoir, des mesures sont rapidement prises pour la mise en place d'une politique « musclée » d'hygiène raciale.

Comme première mesure, après une campagne de sensibilisation de l'opinion publique, assez favorable, on instaure la stérilisation systématique des personnes handicapées, physiques ou mentales.

Aucune place pour ces personnes, considérées comme improductives, donc inutiles et surtout coûteuses pour une Allemagne en redressement économique et sur le point de se lancer dans une conquête dominatrice de l'Europe, voire du monde... !

Tout ceci se place aussi dans un contexte d'une race pure, dont les Allemands ont fait leur culte selon les théories scienti-

fiques du 19^e siècle : d'où la nécessité de se débarrasser des bouches inutiles.

S'y rajoutent les persécutions des juifs (avec la solution finale), des tsiganes, des « minorités inférieures ». Tout devait justifier la nécessité d'assurer la suprématie de la prétendue « race aryenne supérieure »... Ainsi, une machine diabolique se met en place. Des lois et décrets sont votés. Cette politique traduit rapidement sa dimension criminelle dans le programme de stérilisation forcée.

Hitler, par un décret personnel et antidaté donne l'autorisation au corps médical d'appliquer aux malades jugés incurables et inutiles la « mort gracieuse » (Gnadentod).

Des centres de gazage sont créés en Allemagne et en Autriche :

- Grafeneck (Alpes souabes – Bade-Wurtemberg), nom de code : « Institut A » ;
- Brandenburg / Havel (près de Berlin) : « Institut B » ;
- Schloss Hartheim (Linz en Autriche) : « Institut C » ;
- Pirna-Sonnenstein (Saxe, sur l'Elbe près de Dresde) : « Institut D » ;
- Berburg (Région de Magdebourg) : « Institut « E » ;
- Hadamar (Hesse-Koblenz) : « Institut « F ».

Les opérations commencent en octobre 1939 sous le pseudonyme « T4 ».

Organisation T4

Au numéro 4 de la rue Tiergarten à Berlin, siège justement la « Centrale Nazie » de l'extermination planifiée des malades mentaux. Le responsable est Philippe Boulber, directeur de la chancellerie du Führer (Reichsleiter) ; son adjoint est le médecin Brandt.

Tout doit rester secret. Aucun service de l'Etat n'a le droit de regard : ni le secrétariat d'Etat à la santé, ni la chancellerie du Reich, ni celle du NSDAP – Secret d'Etat... Il faut surtout éviter d'alerter la population, les institutions culturelles, les gouvernements étrangers...

À certains hauts responsables qui pourraient se montrer choqués, dubitatifs, la réponse sèche précise que ces mesures, dictées directement par le Führer, doivent



Affiche de propagande pour l'euthanasie des malades mentaux

« Contribuable, c'est avec ton argent qu'on entretient à vie ces malades héréditaires » (1938 en Allemagne)

Un peu plus tard, dans l'Alsace annexée, on propose aux instituteurs d'utiliser l'exercice de calcul suivant :

- sachant qu'un malade mental coûte à la société tant par jour, combien coûte-t-il par an ?
- sachant qu'en Alsace il y a tant de malades mentaux, combien cela coûte-t-il à la société en un an ?
- sachant qu'un Panzer coûte tant, combien de Panzer pourrait-on fabriquer avec l'argent qu'on gaspille pour les malades mentaux ?

La conclusion s'impose à tous.

Photo DHM Berlin

être appliquées à la lettre, sans la moindre discussion...

Afin de garantir le secret le plus absolu, les différents organismes reçoivent des noms de « camouflage ». Sont ainsi créés :

- 1) La Communauté du Travail et des Asiles du Reich (Reichsarbeitsgemeinschaft Heil und Pflgeanstalten – RAG) ;
- 2) La Fondation d'Utilité Publique des Soins dans les Etablissements (Gemeinnützige Stiftung für Anstaltspflege).
- 3) Le service des transports des malades (GEKRAT – Gemeinnütziger Krankentransport), les sinistres bus gris, « die grauen Busse ».
- 4) Le centre de facturation des soins et prestations (Zentralverrechnungsstelle Heil und Pflgeanstalten – ZVST).

Le personnel

Le corps médical, appâté par des avantages financiers et un meilleur déroulement de carrière s'est nazifié à plus de 50%... On embauche du personnel, même des personnes non qualifiées. Il fallait aussi des « gros bras musclés » pour faire face à d'éventuelles réactions des malades, voire de leurs familles.

La sélection des malades s'opère selon des critères définissant leurs incapacités notoires : schizophrénie, épilepsie, sénilité, paralysie incurable, syphilis, faiblesse d'esprit, autres troubles, long séjour de plus de cinq ans, les criminels, les étrangers...

Pour mieux sensibiliser l'opinion sur l'utilité de l'euthanasie, des campagnes de projection de films et des conférences sont organisées. Le médecin exécuteur est présenté comme le sauveur...

Les patients juifs sont soumis à un parcours et à un traitement spécial (expériences). Ils sont presque tous gazés dans les camps d'extermination.

Pour le ramassage, des autocars gris (die grauen Busse) de la GEKRAT sont utilisés. La terreur règne dans le secteur, dès qu'on les voit arriver !

Pour brouiller les pistes, les malades transitent parfois par des centres intermédiaires, sans informations aux familles. Les destinations sont

tenues secrètes par le personnel. On fait même miroiter aux malades qu'on va leur offrir de meilleures conditions de vie et de traitement. En Prusse Orientale et en Pologne occupée, les éliminations sont opérées à grande échelle, par fusillades à partir du 29 septembre 1939, tandis qu'en Allemagne les massacres débutent le mois suivant.

Les salles de mise à mort ressemblent curieusement à des salles de douches, mais les tuyauteries sont alimentées au gaz...

Les opérations de gazage sont exécutées par un détachement de la SS ou de la Gestapo. En cas de besoin, des « camions spéciaux-gaz » interviennent là où l'on ne dispose pas de chambres à gaz. Après une période d'essai, on décide d'utiliser du monoxyde de carbone fourni par l'entreprise IG-FARBEN, mondialement connue, plus efficace que les injections de morphine scopolamine.

Les réactions publiques

Malgré toutes les précautions prises, la rumeur des éliminations se propage. Les familles sans nouvelles et privées de visites s'inquiètent et réagissent.

Des avis de décès, aux dates et lieux falsifiés, leur sont adressés. Les causes des décès ne sont pas justifiées ou sont fantaisistes...

Des fonctionnaires et des magistrats honnêtes s'inquiètent de la cadence anormale des décès. Ils sont invités à se taire et à respecter les consignes du Führer !

Des médecins, la hiérarchie des Eglises, tant protestante que catholique, se mettent à titre individuel à dénoncer ces actes.

L'Eglise catholique, sous concordat, d'abord assez discrète prend publiquement position par la voix courageuse de l'évêque de Munster, Clemens August von Galen dans un retentissant sermon le 3



Hadamar : le centre d'euthanasie (au fond à gauche avec fumée) où furent gazés des milliers de malades mentaux dont certains en provenance de Stephansfeld en Alsace. Plus de 70000 personnes connurent ce triste sort dans différents centres comme celui-ci.
Photo Diözesanarchiv Limburg

août 1941. Toute l'Allemagne s'émeut. Le sermon fait le tour de l'Allemagne, puis de l'Europe. Certains hauts dignitaires nazis réfléchissent au moyen de faire « supprimer l'évêque trop bavard », mais c'est trop risqué.

Le 14 août 1941, Hitler prend peur et ordonne l'arrêt des opérations T4 tout en poursuivant en cachette les éliminations officieuses jusqu'à la fin de la guerre, sous un autre vocable, codé 14F13.

Les dispositions spéciales 14F13 consistent à transférer les sinistres activités T4 vers les camps de concentration. Les dirigeants T4 deviennent des experts pour ces camps. Voici le décryptage :

- 14 : ce sont les inspecteurs SS des camps de concentration ;

- F : signifie mise à mort

- 13 : méthode de mise à mort : par gazage

De plus, dans la plus cynique discrétion, dans les hôpitaux, on élimine des gens avec des procédés plus classiques : piqûres, manque de soins, non nutrition... Les nourrissons et les enfants atteints de malformations diverses subissent également le même traitement...

Diverses sources évaluent à 500 000 le nombre de malades mentaux tués par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Une chape de silence plane cependant sur ces évènements. ■

Eugène Brisbois.

Dans le prochain "Courrier du Mémorial" la suite de l'article avec la situation en Alsace-Moselle.



L'évêque de Munster, Clément Auguste von Galen.

SOLIDARITÉ NORMANDE

Dans le dernier numéro du *Courrier du Mémorial* nous avons annoncé la naissance de la SNIFAM « solidarité Normande aux Incorporés de force Alsaciens et Mosellans ». À l'origine, Nicole et Jean Bézard, installés à Saint-Aubin-sur-Mer, bataillent ferme depuis des années pour faire connaître à leurs compatriotes normands le dramatique destin des incorporés de force. Lors du débarquement en Normandie, quelque neuf cents Malgré-nous alsaciens et lorrains ont été acheminés vers les combats du nord-ouest de la France. Beaucoup en ont profité pour désertre l'armée allemande généralement avec la complicité et l'aide des populations rurales et des résistants locaux. Aujourd'hui, beaucoup de familles normandes souhaitent entrer en contact avec ceux qu'ils ont sauvés au péril de leur propre vie. C'est pourquoi, infatigablement, Jean Bézard, enseignant retraité, a su établir des contacts téléphoniques ou épistolaires avec des Malgré-nous qu'il a retrouvés après de longues recherches. Mais écoutons-le :

« Les incorporés de force s'expriment ouvertement lorsqu'un climat de confiance est établi.

Ils s'expriment d'autant plus aisément qu'ils ont beaucoup à dire. Cela est dû au fait qu'en dehors de l'Alsace et de la Moselle, ils n'ont été ni entendus, ni écoutés, mais rejetés. C'est infiniment regrettable.

Pourtant, et c'est un devoir de l'affirmer : les incorporés de force ont remporté une immense victoire sur le nazisme. Incorporés, immergés dans cette idéologie du crime, de la violence sous toutes ses formes, et sans limites, ils ont résisté. Ils ne sont pas devenus les monstres que l'on aurait aimé qu'ils fussent. Mieux encore, il paraît que les outrages subis par eux leur confèrent humanisme, courage et esprit de réussite. Autrement dit, ils réalisent tout le contraire de ce qui avait été espéré d'eux, par un conditionnement nourri d'horreurs.

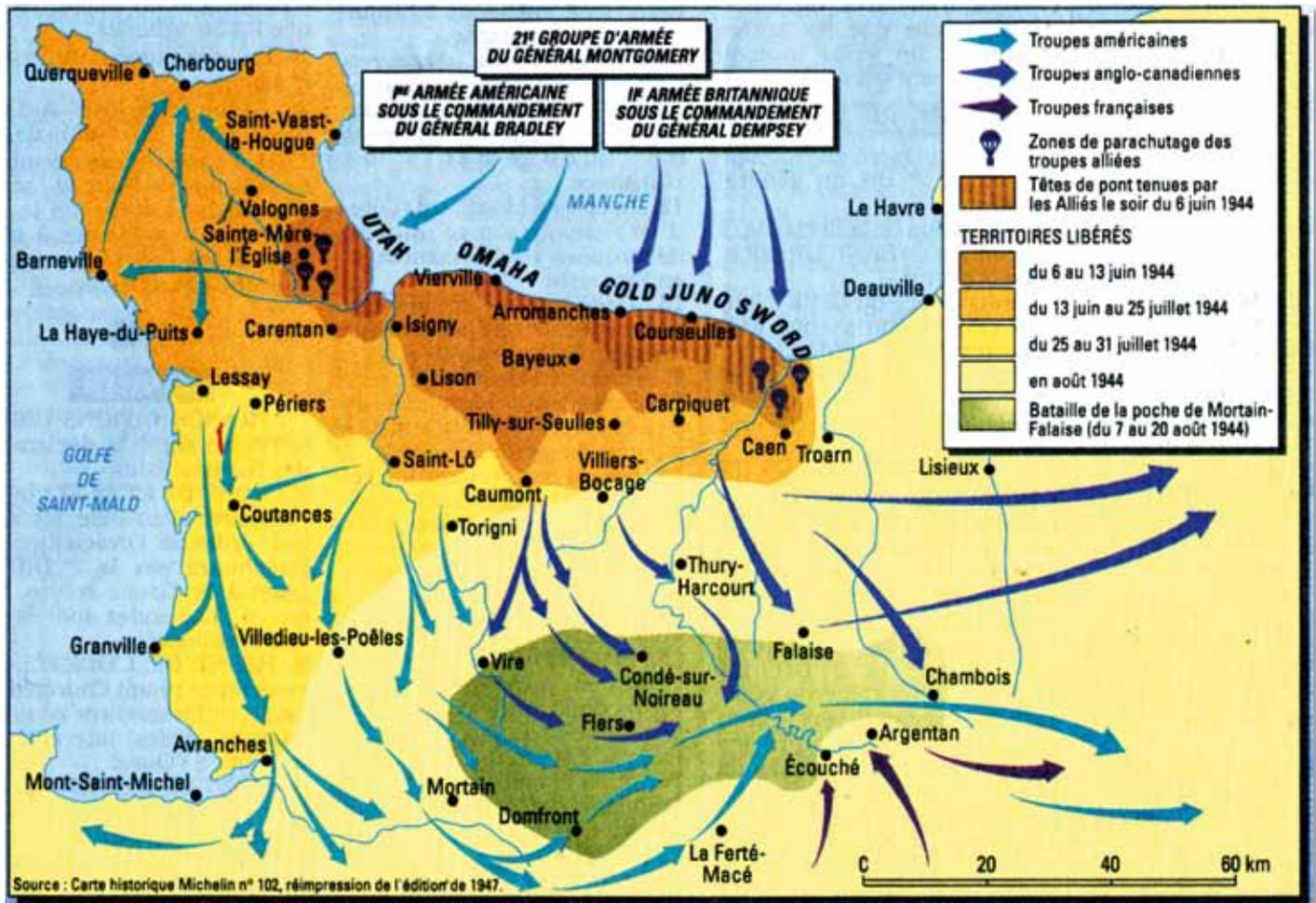
La connaissance, c'est-à-dire l'examen impartial des parcours de chaque incorporé

de force ne peut que susciter chez chacun de nous un sentiment de fierté envers les compatriotes Alsaciens ou Mosellans.

N'ont-ils pas su, chaque fois que cela était possible, se soustraire par la désobéissance à la criminalité.

Sur le front de l'ouest, nombreux sont ceux qui désertèrent dès qu'ils en eurent la possibilité. C'est-à-dire dans les conditions susceptibles de ne pas entraîner des représailles sur leurs familles et amis. Ce préambule, truisme sans originalité, n'a d'autre objet que de démontrer combien reste néfaste par ses conséquences la politique du silence voulue par nos gouvernants de la fin de la guerre.

Cette politique par omission volontaire est une véritable catastrophe nationale. Elle tend à empêcher l'harmonie entre les provinces. Certains de nos compatriotes, en toute bonne foi, mais par une ignorance dirigée, sont devenus négateurs. Cela entretient un profond malaise propre à nourrir le



La Bataille de Normandie

1^{er} CAS : DES DÉSERTEURS VENUS D'UNE UNITÉ DE LA DIVISION « DAS REICH »

déchirement absolument contraire à l'unité nationale et européenne.

Nous connaissons par les livres et les journaux les récits de nombreux incorporés de force. Tout n'a pas été publié.

Ces quelques lignes ont un Normand pour auteur. Par le plus grand des hasards, en 1944, des faits lui firent comprendre ce qu'était l'incorporation de force. Il était alors enfant. Ce fut une blessure de l'esprit. De ces blessures infantiles qui jamais ne guérissent, car les ans et la compréhension les rendent douloureuses. Le seul antidote qui vaille est le témoignage, ou l'expression de sympathie et de fraternité à tous nos compatriotes qui connurent l'esclavagisme. En France de l'Intérieur, cet esclavagisme n'est pas ou peu connu. Il n'a été enseigné ni par l'école, ni par la presse. L'incorporation de force est un des drames les plus hideux du XX^{ème} siècle. Voilà pourquoi il doit être porté à la connaissance du plus grand nombre de nos concitoyens.

Les contacts sont nombreux et aussi très enrichissants entre la Normandie et l'Alsace. Des liens de solidarité sont nés entre nos régions, il faut les cultiver. En voici la preuve, je ne connais pas Monsieur Maurice Stotz qui déserta de la Waffen SS en Normandie. Par un heureux hasard, lors des cérémonies du 70^{ème} anniversaire à Obernai, un ami lui aussi incorporé de force a donné notre adresse, celle de l'Association « Solidarité Normande aux Incorporés de Force Alsaciens-Mosellans » (SNIFAM), 6 boulevard maritime 14 750 Saint-Aubin-sur-Mer.

À la SNIFAM, nous nous faisons un devoir de mettre en exergue ce que firent les Alsaciens et Mosellans sur tous les fronts, mais principalement lors de la bataille de Normandie. Nous racontons également les aides apportées par les Normands à ces « pauvre gamins » comme il était dit d'eux parfois ».

À la demande de Jean Bézard, nous publions ci-après quelques récits d'évasion (nous préférons le mot évasion à désertion car les incorporés de force étaient en réalité des déportés militaires) avec l'espoir de retrouver des membres de leur famille, ainsi qu'un tableau récapitulatif des évadés recensés en Normandie. ■

Voir également les quatre pages pédagogiques consacrées à ce dossier.

Il convient peut-être de rappeler que le 25 juillet 1944, ce fut l'opération Cobra : la Panzer Lehr est pulvérisée près de la Chapelle-en-Juger, par un tapis de bombes lancé par deux mille bombardiers alliés.

Dans les zones limitrophes de Camberton et de Courcy, communes situées au nord et nord-est de Coutances, la 2^{ème} Panzer SS et 17^{ème} Panzer SS tentent d'ériger une défense contre les blindés US engouffrés dans la brèche entre Marigny et Saint-Gilles ; ces unités de la « Das Reich » comprennent des éléments du Génie et des parachutistes.

Les 27 ou 28 juillet ces unités SS tentent de verrouiller la route Saint-Lô-Coutances. De violents combats ont lieu au passage à niveau de la voie ferrée Coutances-Cherbourg au lieu-dit « La Hastonnière ». La résistance allemande permettra de tenir vingt-quatre heures et de garder ainsi une issue pour les troupes encore au nord de la route Saint-Lô-Coutances. Mais elles furent encerclées à dix ou quinze kilomètres plus au sud dans l'effroyable poche de Roncey.

De Courcy, des témoignages directs nous sont parvenus. Ils attestent la présence de Malgré-nous, notamment au lieu-dit « La Houchardière ». Un chauffeur de camion était tout réjoui de la tournure des événements. Il troqua de la confiture contre un poulet et des pommes de terre et se mit en devoir de cuisiner. Il était heureux d'attendre les Américains. Arriva un gradé allemand qui lui demanda une cigarette. Il refusa d'obéir. Le gradé dégaina son pistolet et le fit mettre au garde-à-vous. Il dut lui obéir et même lui laisser son repas avant de repartir avec son camion. On peut penser que son éloignement était tactique et qu'il alla se rendre aux alliés.

Dans ces mêmes heures tragiques, deux autres Malgré-nous décidèrent de désertir. Ils faisaient partie d'une unité de la « Das Reich » et étaient arrivés à la ferme de la « Malherbière » à Courcy. Ils se cachèrent dans la cuve à cidre située sous le pressoir à pommes. Ont-ils réussi ? Que sont-ils devenus ? Nous aimerions les retrouver, eux ou leurs familles. Nous gardons l'espoir de les identifier et de découvrir le dénouement souhaité heureux de leurs désertions. Ces Français enrôlés de force risquaient des représailles pour leurs familles ou d'être abattus par les Américains au moment de leur reddition car ils portaient l'uniforme SS.

Ces précisions sont données par un habitant de Courcy, fils et neveu de résistant.

En Normandie, la résistance très souvent était silencieuse, discrète, anonyme. De nombreux Normandes et Normands ont pris les risques que nous savons. Sans armes, ils ont diminué – certes très peu – les effectifs des armées nazies en tendant leurs mains et en ouvrant leurs cœurs à leurs compatriotes Alsaciens et Mosellans enrôlés de force. ■

Erwan Guyomar et Jean Bézard

PS : les familles normandes avaient pour noms : Savary, Challes, Grandin.

Ces poteries remplies de terre alsacienne et mosellane, avec une fleur normande seront posées sur les sépultures du celles et de ceux qui aidèrent les incorporés de force à désertier.



2^{ème} CAS : UNE TÉNEBREUSE AFFAIRE

Une réunion de la SNIFAM le 8 novembre 2012 a tenté d'apporter des éclaircissements sur le massacre perpétré le 17 août 1944 dans la ferme « La Barbotière » à Saint Brice sous Rânes (Orne).

Faute de renseignements vrais et précis, ce massacre ouvre la porte à toutes les hypothèses et suppositions fantaisistes. Le père du maire actuel de Saint Brice sous Rânes était maire de cette commune en 1944. Il ne sut jamais ce qui s'était réellement passé.

Monsieur Ménard, petit-fils de Monsieur et Madame Henri Dufay nous a rapporté ce que sa mère lui avait dit sur cette sinistre affaire. Probablement en 1953, un Alsacien est venu à la ferme de « La Barbotière ». Cet Alsacien a été invité à partager le repas des époux Ménard et a déclaré : « *J'ai été incorporé de force ; avec un autre camarade, nous avons déserté. Nous nous sommes cachés ici dans la ferme. Nous avons été découverts par les nazis qui tuèrent en représailles six personnes présentes considérées comme étant nos complices* ». Furent donc assassinés : Monsieur et Madame Henri Dufay et une de leurs filles âgée de 44 ans. Elle a été égorgée. Madame Del Santos et son fils âgé de 16 ans qui étaient de passage à la ferme. Le commis de ferme Ripaux âgé de 14 ans.

Le massacre accompli, les deux Alsaciens déserteurs ont été contraints d'enterrer les morts, ce qu'ils firent sommairement avec un peu de terre dans une cavité du sol. Un drap servit de linceul.

Cette sinistre besogne accomplie, les deux déserteurs, les mains liées dans le dos, furent emmenés vers leur commandant de compagnie ou leur chef de section. En chemin, ils furent interceptés et faits prisonniers par les Américains.

L'Alsacien qui est revenu en Normandie a déclaré à Madame Ménard née Dufay et à son époux que ce massacre avait eu lieu à cause de lui. Les époux Ménard, très probablement choqués par la brutalité des faits ne dirent rien à personne. Nous ne pouvons savoir si ces Normands aidèrent leurs compatriotes alsaciens dans leur désertion.

Nous SNIFAM (Solidarité Normande aux Incorporés de Force Alsaciens-Mosellans) nous recherchons cet Alsacien et son camarade. Si eux, leurs familles respectives ou d'autres personnes ont eu connaissance de ce drame, nous les prions instamment d'apporter leur témoignage à la SNIFAM.

Saint Brice sous Rânes est une petite commune située dans l'Orne entre Rânes et Ecouché. Dans cette région, les combats furent très meurtriers. ■

Jean Bézard,

Saint-Aubin-sur-Mer, 10 novembre 2012

3^{ème} CAS : TRIPLE ÉVASION À CAMBERNON

Le 26 ou 27 juillet 1944, sur le territoire de la commune de Cambernon, tout près de Coutances, dans la ferme de la Cirouerie, tenue par Monsieur Georges Collette et son épouse Marie, trois Alsaciens incorporés de force dans la Waffen SS ont déserté.

Ces déserteurs ont demandé protection à Monsieur Georges Collette alors âgé de 49 ans. Gérard, le fils de Georges, âgé de douze ans à l'époque était présent. Les déserteurs remirent leurs armes à Georges Collette afin qu'elles soient dissimulées. Lors de la manipulation d'une de ces armes, un coup est parti. La balle est toujours dans une cloison de la maison. Fort heureusement personne ne fut atteint. Ce fait eut lieu dans une pièce du premier étage de la ferme. Tout près de là se déroulait un important combat de chars. Bientôt les Américains arrivèrent dans la cour de la ferme. Monsieur Georges Collette leur confia les trois déserteurs qui furent faits prisonniers. Selon Georges Collette tous ces faits se déroulèrent sur une seule et même journée.

La famille Collette et la SNIFAM aimeraient retrouver ces déserteurs ou leurs familles, et remercient par avance toutes les personnes qui auraient eu connaissance de ces désertions. ■

Jean Bézard, 14 septembre 2012

4^{ème} CAS : « CES PETITS FRANÇAIS SI MALHEUREUX »

Autre désertion. Elle a eu lieu chez Monsieur Duval, dans la petite commune de Pont Brocard (Manche) aujourd'hui réunie à la commune de Dangy. Le Pont Brocard est sur la route départementale 38 à environ quinze kilomètres de Saint-Lô, en direction de Gavray. Vers la mi-juillet 1944, trois Alsaciens incorporés de force ont exprimé à Monsieur Duval leur désir de désertier l'armée nazie. Monsieur Duval a apporté son aide à ces incorporés de force de la façon suivante.

Il a étendu sur un fil, comme pour les faire sécher, suffisamment de vêtements civils pour habiller les trois déserteurs. Nos Alsaciens ont changé de vêtements en se dissimulant dans les planches de haricots à rames et sont partis. Ils ont probablement emmené au loin leurs uniformes.

La jeune Andrée Duval, devenue Madame Gilbert Leconte voudrait avoir des nouvelles de ces « petits Français qui étaient si malheureux ».

Autres désertions : à Créances, commune limitrophe de Lessay, dans le département de la Manche, de nombreuses désertions

eurent lieu. Des habitants de Créances, dont Maurice Laroze, guidèrent, firent franchir de nuit à marée basse l'estuaire du petit fleuve côtier l'Ay. Ces Alsaciens et Mosellans étaient confiés aux Américains. Un instituteur alsacien ou mosellan incorporé de force fut caché quelques jours par son collègue de Créances Auguste Dupont. Nos deux instituteurs, à marée basse, dans les rochers à la faveur de la nuit, rejoignirent les troupes américaines.

Toutes ces désertions furent réussies. Ces faits eurent lieu avant le 25 juillet 1944, date de l'opération Cobra. Nous recherchons les familles de cet instituteur déserteur et aussi celle des autres. Il semblerait qu'ils aient été tous incorporés de force dans la Wehrmacht. Tous parlaient le français.

Nous comptons beaucoup sur la publication de ces avis de recherche car les Normands sont demandeurs ; nous aurons encore d'autres avis de recherche à faire paraître. ■

Nicole Aubert

QUI PEUT COMPLÉTER CE TABLEAU ?

LIEU DE L'ÉVASION	NOMBRE	RÉUSSITE	SOLDATS CONCERNÉS	OBSERVATIONS	PERSONNES AYANT AIDÉ
La Haye du Puits	9	2	A. Durelwanger et J. Meyer	7 furent abattus par les alliés. Ils avaient jeté leurs armes et avaient un chiffon blanc à la main mais les runes SS étaient sur leur uniforme	Ils furent protégés et sauvés par le docteur Guillard dans l'hôpital de Coutances replié à Agon Coutainville (G. Hirondel, X. Antoine, le chanoine Fauvel futur évêque étaient aide infirmiers
Ouville	1	1	Joseph Adam	Devint maire de sa commune	Pierre Leconte, agriculteur
Guéhébert	1	1	G. Logel		Maurice Lecomte agriculteur et maire ; a fourni de faux papiers
Coutances (aux abattoirs)	3		A. Billmann, P. Zerr et C. Montfort		MM. Auvray et Folliot, responsables des abattoirs
Camberton	3	?	?		Georges Collette agriculteur ; dissimule leurs armes
Courcy	3	?	?		Gandin, Chasle, Savary agriculteurs
Notre Dame de Cénilly	1	1	P. Finance	1943 Le bon souvenir de P. Finance est toujours à Notre Dame de Cénilly	Mme Gravey aubergiste, Famille Gilbert (instituteur), Famille Germain (facteur)
	5	5	Weiss, Eich	Allèrent à la Chapelle d'Aligné où des papiers leur furent donnés	Roger Hébert, André Lamarquier agriculteurs
Trun	1	1			Mr Mallet agriculteur
Montabot	1	1	G. Adam	Fit l'exode avec ses sauveurs	Mme Lebois et M. Lebois fils, Mme Esnouf et M. Mariette
Reffuveille	Au moins 10 le 15 ou 16/07/44	?	?		Complicité d'un gendarme M. Bernard et de son épouse institutrice
Torigny sur Vire	1	1	René Bergmann		M. Vautier agriculteur
Vesly	1	1	C. Haffner	Se suicida après châtement de sa famille	Un agriculteur ?
Roncey	1	1	Marcel Matter		Un agriculteur
Bourg le Roi	2	2	R. Helfter		M. et Mme Besnard agriculteurs
Créances	4	?	dont l'instituteur		Auguste Dupont instituteur, Maurice Larose commerçant
Pont Brocard	3	?			M. Duval, son épouse, sa fille Andrée agriculteurs
La Ferté Vidame	2	2	R. Meyer A. Schieber		Responsable FFI et M. Poteau vitrier-peintre
La Ferté Fresnel	3	3	dont R. Bischoff		M. Joncour percepteur chef des FFI et M. Ballanec
Oissel	2	2	M. Stotz R. Lambert		Famille Saegart et les responsables FFI
St Brice sous Rânes	2	2		Découverts à la ferme de la Barbotière. Les Allemands fusillèrent six personnes. Les déserteurs les ensevelissent avant d'être faits prisonniers. L'un d'eux revient à moto en 1953. Qui était-il ?	
Près de Saint Lô	2	2	M. Nadel, P. Lutz	Des agriculteurs fournissent des habits civils, une faux, un râteau. Les déserteurs prennent la route de l'exode. Ils passent à La Chapelle d'Aligné où de fausses pièces d'identité leur sont remises	
Total	61	31			

Les morceaux choisis de Raymond Frugier, maire d'Oradour

Mémoire et réconciliation



Enfant d'Oradour, voilà maintenant 41 ans que j'y exerce des fonctions électives, 24 ans en tant qu'adjoint puis en qualité de maire depuis 1995.

J'ai toujours eu en mémoire deux phrases du Général de Gaulle :

- Celle qu'il prononça lors de sa première visite le 4 mars 1945 des ruines encore fumantes de ce village figé à jamais dans son éternité : « *Oradour doit rester le symbole du sacrifice de la Patrie. Il convient d'en conserver le souvenir, car il ne faut plus jamais qu'un pareil malheur puisse se reproduire.* »

- Et puis celle d'un autre drame : « *parce qu'ils ont le plus souffert, parce qu'ils ont été pour la France à la pointe du combat, les alsaciens et les lorrains n'ont jamais été plus près du cœur de la nation.* »

Évocation de deux drames, de deux crimes de guerre qui nous imposent de nous souvenir ensemble, et que je n'ai jamais oubliés.

Un passé particulièrement douloureux, vécu par les uns et les autres, nous oblige à consacrer toute la force de nos convictions à la poursuite d'un dialogue nécessaire, entamé voilà maintenant 14 ans, après un long silence de plusieurs décennies, conséquence de l'épilogue judiciaire du Procès de Bordeaux de janvier-février 1953.

Au fur et à mesure que le temps accomplit son œuvre, il m'apparaît comme l'avait souligné le Président Nussy Saint-Saens « *que les souffrances endurées peuvent devenir un élément d'union et de compréhension entre ceux qui ont souffert des mêmes doctrines et des mêmes hommes.* », j'ajouterais « *victimises les uns et les autres de cette idéologie perverse pour qui la barbarie faisait office de norme et la brutalité de règle.* »

Et puis je veux évoquer, la visite que me fit à Oradour en novembre 1997 le regretté Charles Gantzer alors président de l'Association « Pèlerinage Tambov. » Elle me permit de mieux appréhender le tourment profond qu'il portait en lui, c'est ainsi qu'il put parfaire ma connaissance parfois lacunaire de l'incorporation de force. Il évoqua l'idée que je puisse recevoir un groupe de jeunes alsaciens. Ce qui fut fait au printemps 1998.

Aussi, je tenais à vous redire aujourd'hui :

- que nous ne saurions oublier qu'en 1940,

l'Alsace Moselle vécut une annexion de fait, et qu'à partir de 1942, 132 000 jeunes alsaciens et mosellans furent enrôlés de force dans l'armée allemande et durent combattre pour une cause qui n'était pas la leur. Comme nous n'oublions pas non plus les 40 000 qui ne sont jamais revenus. Que de vies meurtries et de destins brisés. Comment l'Alsace ne porterait-elle pas toujours en elle ces blessures profondes et la poignante détresse de toutes les familles endeuillées ? Tout cela doit rester en mémoire alors même que la mort fait disparaître peu à peu les derniers témoins.

- Oui, il y a eu un drame de l'incorporation de force. Mais il y a eu un drame de l'horrible, un crime inexcusable dans ce village disparu à jamais, devenu en quelques heures un immense tombeau, où le lieu sacré de l'Eglise abrita l'agonie de tant de femmes et d'enfants qui périrent dans des conditions dont l'horreur dépasse les ressources normales du langage.

- Oui, Oradour s'inscrit pour toujours sur la longue liste des horreurs perpétrées par les hommes.

- Souvenons-nous : qu'elles ont dû être longues ces secondes mortelles qui s'enfonçaient l'une après l'autre au nœud de l'âme comme des pointes de feu.

qu'ils ont dû être longs ces moments qui mettent en communication avec la mort ; et cette lancinante question : pourquoi tant de cruauté ? pourquoi tant de barbarie ? Pourquoi ?

Tous ces souvenirs doivent se dresser toujours plus haut devant la conscience des hommes.

Aujourd'hui, lorsque chacun de nous observe ce qui se passe dans le monde, toutes ces villes, ces villages, dont les populations civiles succombent à la folie des fanatismes, où l'on retrouve toujours le même déchaînement de violences criminelles, sans aucune considération morale, lorsqu'on constate les carences du siècle qui vient de s'achever, qui a été si impuissant à trouver en lui-même les lumières d'une possible transcendance, nous nous devons d'œuvrer contre l'oubli, pour qu'il porte au plus profond de nous même, cette attention inquiète de l'incessant combat pour la dignité de l'homme. Nous devons appeler à la concorde, à la compréhension mutuelle, parce que nous savons que les réconciliations véritables ne grandissent que sur les terres et les lieux de mémoire.

Souvenons-nous aussi des deux visionnaires

que furent le Général de Gaulle et le Chancelier Adenauer ; ils firent le choix de la réconciliation qui n'est pas celui de l'oubli mais de la mémoire assumée.

C'est pourquoi, j'avais pleinement souscrit en son temps au propos du Président de l'ADEIF, Jean Koenig aujourd'hui décédé, qui m'écrivait « *le temps de l'apaisement est venu, une approche dépassionnée de ce tragique enchaînement du malheur doit éclairer l'obscurité latente qui perdure et altère les relations entre l'Alsace et le Limousin. Nous devons tous contribuer au succès de cette espérance.* »

C'est ce que j'ai essayé modestement de faire.

C'est la raison de ma présence parmi vous.

Je veux rappeler aussi avant que nous évoquions avec Roland Ries le processus qui a conduit au rapprochement ce qu'il avait dit le 10 juin 1998 à Oradour « *je viens pour tendre la main, pour renouer le dialogue, pour partager la douleur, pour contribuer à construire une Europe apaisée... c'est le meilleur héritage que nous puissions laisser à nos enfants. C'est le meilleur hommage que nous puissions rendre à tous les morts de cette époque...* »

Oui, cher Roland, j'ai adhéré pleinement à ce que tu écrivais alors, car nous avons dépassé nos souffrances mutuelles, dans le respect de la vérité, et nous avons voulu rappeler ces odieuses réalités à ceux qui pensent que le refus de savoir empêche les choses d'avoir été.

Oui, il faut redonner voix au soufflé des disparus... car le plus bel hommage à rendre aux morts c'est de rendre plus humains les vivants...

Ce soir à Strasbourg, mes pensées vont à tous ceux qui ont payé de leur vie le prix de l'intolérance, du fanatisme et de la haine aveugle. Puissent leurs souvenirs restés à jamais gravés dans nos mémoires et dans cœurs, et nous rappeler que les deuils et les épreuves doivent conduire à nous comprendre non à nous déchirer, mais aussi que l'Histoire et ses drames nous obligent. Ils nous obligent à la fraternité. ■

Raymond Frugier, Maire d'Oradour-sur-Glane,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite
Commandeur des Palmes Académiques
Le 14 novembre 2012 à Strasbourg
lors de la Rencontre des Mémoires

Directeur de la publication : Marcel Spisser

Coordination : Jean-Paul Gully, Claude Morant

Rédaction : Nicole Aubert, Jean Bézard, Sabine Bierry, Eugène Brisbois, Raymond Frugier, Barbara Hesse, Louis Lévêque, Élisabeth Meysembourg, Marcel Spisser, Bernard Veit

Réalisation : CANDID

Impression : Ireg / Photos : D.R. / Dépôt légal : mars 2013

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM

Président Marcel SPISSER

Secrétaire Jean-Paul GULLY

Trésorier Claude MORANT

Tél. 03 88 29 98 15 / j-p.gully@orange.fr

L'AMAM est soutenue par :



Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial d'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour

donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhérez à l'AMAM en renvoyant le bulletin ci-dessous à :

AMAM Mémorial de l'Alsace Moselle - allée du Souvenir Français - 67130 Schirmeck

NOM..... PRÉNOM.....
ASSOCIATION ou COMMUNE
ADRESSE.....
CP..... VILLE.....
TÉL..... EMAIL.....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 20€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1000 habitants
100€ pour les communes de 1001 à 5000 habitants
200€ pour les communes de 5001 à 10000 habitants
300€ pour les communes de plus de 10000 habitants